

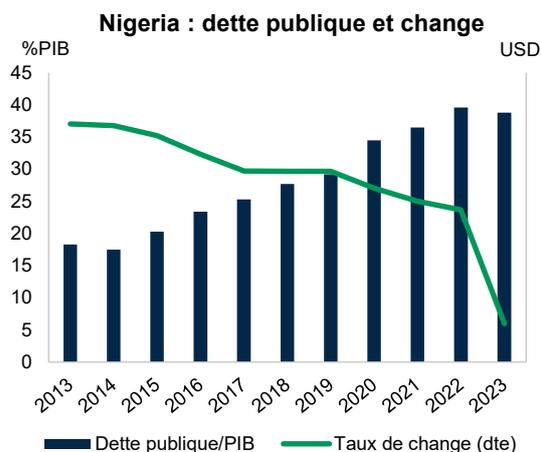
Perspectives

N°24/052 – 22 février 2024

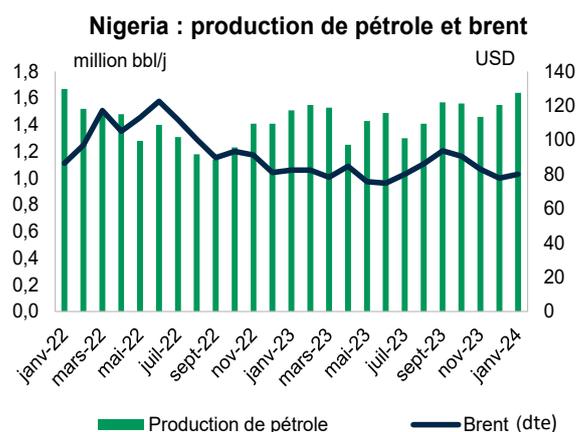
NIGERIA – Un pays en proie à de multiples défis

Le président nigérian, Bola Ahmed Tinubu, a convoqué d'urgence plusieurs ministres et conseillers afin d'apporter une réponse aux nombreuses manifestations contre le coût de la vie qui ont eu lieu ces derniers jours, notamment dans la ville de Minna où des centaines de manifestants, principalement des femmes et des jeunes, ont bloqué les routes. Ces manifestations interviennent dans un contexte délicat auquel s'ajoutent les pressions du Congrès national du travail (NLC) et du Congrès des syndicats (TUC) qui ont lancé un ultimatum, cette semaine, au gouvernement nigérian, exigeant qu'il honore ses engagements pris lors d'une vague de grèves initiée par les syndicats, en octobre dernier.

Ces manifestations font suite au lancement de deux grandes réformes économiques de Tinubu destinées à redresser les finances publiques et à attirer les investissements étrangers, à savoir la libéralisation du naira et l'arrêt des subventions aux carburants.



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A. / ECO



Sources : NUPRC, Crédit Agricole S.A. / ECO

Or, ces politiques ont considérablement affecté le pouvoir d'achat des ménages alors que les prix des denrées alimentaires, des logements, de l'eau, de l'électricité et du gaz ne font qu'augmenter.

En effet, en décembre dernier, l'inflation globale annuelle a atteint 28,9% contre 21,3% en décembre 2022, ce qui signifie que le taux d'inflation, en glissement annuel, a atteint 7,6% en 2023 selon les données du Bureau nigérian des statistiques (NBS). Les prix des denrées alimentaires, par exemple, ont augmenté de plus de 30% entre mai, date de la prise de fonction de Tinubu, et décembre, selon la Banque mondiale.

Quant à la monnaie nationale, le naira nigérian a perdu près de 40% de sa valeur par rapport au dollar en seulement un an : l'objectif étant d'attirer les investissements étrangers d'une part, de rapprocher la valeur officielle du naira de celle du marché parallèle d'autre part.

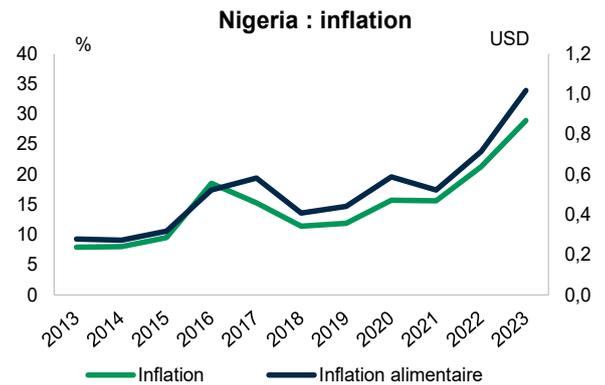
Ainsi, plusieurs initiatives gouvernementales ont été mises en place afin d'atténuer les effets de ces réformes, dont « l'état d'urgence sur la sécurité alimentaire », promettant des investissements dans l'agriculture ainsi qu'un « fonds de soutien aux infrastructures » permettant aux États d'investir dans les domaines essentiels tels que les transports, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'électricité ou les ressources en eau.

Par ailleurs, les ministres des Finances et du Budget du Nigeria, ainsi que le gouverneur de la Banque centrale, se sont entretenus avec des responsables de la Banque mondiale à Abuja, ce mercredi, afin de discuter de la mise en place de nouveaux plans de soutien et de relance.

Le Nigeria doit donc faire face à ces nouveaux enjeux économiques alors même que le pays a difficilement atteint son nouveau quota de production (1,5 million b/j) fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : la production pétrolière ayant atteint un plateau moyen de 1,64 million b/j, en janvier, ce qui constitue le plus haut niveau atteint depuis janvier 2022.

Au-delà des tensions sociales et des difficultés économiques au pays, le Nigeria doit également faire face aux défis géopolitiques de la région. En effet, la crise politique au Sénégal et les récents retraits du Niger, du Burkina Faso et du Mali de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont autant de dossiers au cœur de débats qui sont actuellement tenus entre les ministres des Affaires étrangères de la CEDEAO, à Abuja, la capitale du Nigeria.

Par ailleurs, le Nigeria s'ouvre à de nouveaux défis commerciaux. Le pays s'apprête à signer, avec le Royaume-Uni, un accord de partenariat visant à stimuler le commerce et les investissements bilatéraux, a annoncé le département britannique des Affaires et du Commerce : un accord inédit entre le Royaume-Uni et un pays africain.



☑ Notre opinion – Tinubu a hérité d'une économie qui se débat avec des niveaux d'endettement élevés, des faibles recettes, une pauvreté endémique et une insécurité généralisée, notamment au nord-est du pays. Ces derniers temps, Tinubu a lancé les réformes les plus audacieuses que le Nigeria ait connues, depuis des décennies, en supprimant une subvention populaire aux carburants et en invitant la Banque centrale du Nigeria à dévaluer le naira, ce 30 janvier, pour la seconde fois en huit mois. Aujourd'hui, l'inflation et les tensions sociales viennent s'ajouter aux difficultés existantes, bien que ces nouvelles mesures permettent d'œuvrer à une plus grande compétitivité et à une meilleure stabilité financière du pays à court terme.

Article publié le 16 février 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
16/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
15/02/2024	ECO Tour 2024 : état de l'économie française secteur par secteur	France
14/02/2024	La fragmentation géopolitique fait évoluer la grammaire du risque pays	Monde
14/02/2024	Italie – Rebond de la production industrielle	Italie
14/02/2024	Thaïlande – Agitation politique, stagnation économique	Thaïlande
12/02/2024	France – L'Insee table sur une croissance modérée au premier semestre	France
09/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/02/2024	Au-delà du discours politique, les dessous de la smicardisation	France
07/02/2024	Afrique sub-saharienne – Un espace au cœur des stratégies des grandes puissances	Afrique sub-saharienne
06/02/2024	Zone euro – Reprise de l'activité et vitesse de désinflation, le verre à moitié vide	Zone euro
05/02/2024	Parole de banques centrales – La BoE examine la question du calendrier de l'assouplissement à venir, mais ne semble pas aussi pressée que les marchés	Royaume-Uni
02/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/02/2024	La Chine annonce des mesures de soutien à l'économie après une nouvelle chute des indices boursiers	Asie
01/02/2024	France – Comment les entreprises et les ménages perçoivent-ils la conjoncture début 2024 ?	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.